



Alpes-Maritimes

UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS CGT DES ALPES-MARITIMES

4place St-François – 06300 NICE

Tél : 04 92 47 71 10 – Fax : 04 93 13 84 04 - mail : ud6@cgt.fr

oui, à la maîtrise publique de l'énergie

Le Gouvernement veut privatiser « Gaz de France » en permettant sa fusion avec le groupe privé « SUEZ ». Convocation d'une session parlementaire extraordinaire, utilisation éventuelle du 49-3 (adoption d'une

loi sans débat à l'Assemblée Nationale), tout est bon pour faire aboutir une loi qui serait mauvaise pour les usagers et le personnel de GDF mais qui nuirait aussi à l'indépendance et à l'avenir énergétique du pays.

Alors que les prix des produits pétroliers s'envolent, la distribution du gaz se verrait confiée à une multinationale privée, (à l'image des compagnies qui distribuent les carburants). Or les usagers, que nous sommes tous, savent bien ce qu'il advient lorsqu'une entreprise privée répond à des besoins de service public. Les conséquences nous les avons déjà vécues avec la distribution d'eau potable et les prix qui doublent d'une ville à une autre, ou encore, avec les taxes locales en matière de collecte des ordures ménagères, le prix des télécommunications ou des cantines scolaires....

**La CGT exige que l'état respecte ses engagements
en refusant un système qui ne répond pas aux attentes des usagers.**

**SUEZ MINORITAIRE OU MAJORITAIRE
A GDF ?**



"amicalement offert par le dessinateur BABOUCHE"

Personne n'est satisfait des premières conséquences de l'ouverture à la concurrence. **Toujours plus cher et moins de services rendus pour les usagers domestiques** : depuis 2000, les tarifs du gaz ont augmenté de 70% !, les interventions, hier gratuites pour les foyers sont devenues payantes, et pèsent de plus en plus lourd sur les ménages modestes. Dans le même temps, ce sont les coupures pour les plus démunis et la fermeture des agences d'accueil pour l'ensemble de la population. Les exemples étrangers sont là pour le prouver. **La privatisation n'est pas synonyme de maintien des valeurs de solidarité et d'égalité de traitement.**

Même les usagers professionnels en reviennent : ceux qui ont choisi de quitter le service public ont subi une hausse de 48% en deux ans ! Le Medef est obligé de reconnaître une hausse de 70% en 3 ans pour les grosses entreprises.

D'autres choix peuvent et doivent être faits pour l'avenir de Gdf, des services publics. Selon le gouvernement, une taille supérieure de l'entreprise (GDF + Suez) permettrait de mieux faire face à la mondialisation et aux risques d'OPA. Ça ne tient pas, car s'il ne s'agissait que de la taille, pourquoi ne pas revenir à une seule grande entreprise EDF-GDF.

la CGT

- invite les usagers et les salariés à intervenir auprès de leurs élus.
- appelle tous les salariés, les usagers à participer massivement à la journée d'action du **12 septembre 2006**

- en diffusant ce tract dans vos entreprises et sur les lieux publics
- en **participant au rassemblement à 9 H – Place St-François à Nice** afin d'aller ensuite devant la Mairie pour exprimer leurs exigences des missions de services publics :

**droit d'accès garanti pour tous
prix égaux sur tout le territoire
haut niveau de qualité de desserte et de sécurité**

NON A LA PRIVATISATION de GDF